

Plus de 9 novembre 2012

Les ouvrier(e)s, la CGT et SUD à PSA Aulnay

[Tous les articles de ce blog sur la lutte à PSA, [ICI](#)]

Un rassemblement de soutien avait lieu hier devant la préfecture, après manifestation depuis la Bourse du Travail départementale, rassemblement accueilli par un déploiement de CRS pas vu depuis longtemps à Bobigny. 300 à 400 ouvriers s'étaient déplacés, dans une ambiance "chaude" pourrait-on dire.

Enormément de journalistes aussi, ce qui montre l'impact politique de ce conflit, et ses répercussions bien au delà du site d'Aulnay (plusieurs médias étrangers, par exemple). On passera rapidement sur les interventions calamiteuses des représentants de l'UD 93, manifestement ils n'ont pas la moindre idée de ce qu'est une lutte ouvrière...

Ambiance chaude disons-nous...

C'est le moins qu'on puisse dire.

Les deux AG de mardi (équipe du matin et équipe de l'après-midi) avaient largement validé la plateforme de revendications recueillies parmi les travailleurs et ensuite présentée par l'intersyndicale, ce qui veut dire que cette synthèse n'a rien d'une magouille et représente plus ou moins le sentiment dans l'usine.

Cette plateforme a donc un **double caractère** : à la fois **elle liquide la lutte contre la fermeture** et du maintien des emplois ("**PSA Aulnay : l'intersyndicale abandonne la défense des emplois**") et s'engage dans la voie des contreparties et reclassements; et en même temps, elle est **légitime** (ce qui ne veut pas dire juste) car elle représente sans conteste le sentiment de la masse des ouvriers. En ce sens, l'ouvrière dans la vidéo ci-dessus retrace le sentiment moyen.

Les syndicats face aux ouvrier(e)s.



SUD, s'est opposé violemment à cette plateforme. On lira par exemple [ICI](#) leur déclaration à l'occasion de la tripartite. Sur le fond, c'est assez correct, au delà des illusions sur le droit de veto pour les CE en matière de licenciements économiques.

Le problème, c'est que les militants de SUD se sont violemment et radicalement opposés aux décisions des AG (à la limite de l'affrontement physique) et se sont totalement isolés de la masse des ouvriers : "ils refusent de défendre ce que nous voulons" voilà ce que disent désormais les travailleurs de l'usine... A tel point que lors du rassemblement devant la préfecture, leur représentant n'a pas pu du tout prendre la parole au micro, hué par une bronca massive de l'assemblée. Du jamais vu...

La démocratie ouvrière, c'est quoi qu'on en pense, qu'on ne s'oppose pas aux décisions de la majorité. Pour une raison bien simple : il ne sert à rien d'avoir raison tout seul ! On ne peut pas en même temps affirmer que c'est la base qui décide, et refuser ses décisions parce qu'elles ne plaisent pas !



La CGT, de son côté, a repris à son compte la synthèse revendicative et l'a présentée lors de la tripartite. C'est normal, c'est correct, c'est la décision de l'AG.

Le problème, c'est que le syndicat abandonne tout point de vue propre, et s'aligne sur une plateforme qui tire en arrière et valide de fait la fermeture.

Lors de son intervention devant l'assemblée, au sortir de la tripartite, JP Mercier a résumé la négociation à "Annulation du PSE" et "obtenir pour tous un CDI acceptable" au final, mais n'a pas eu un mot pour exposer le point de vue de la CGT, la lutte contre la fermeture et pour le maintien des emplois, ce qui laisse à penser que celle-ci assume cette évolution, et ça c'est grave.



Le rôle d'un syndicat qui se respecte, en particulier à la CGT, c'est de défendre avec rigueur des convictions, un projet, pas de s'aligner de manière opportuniste sur ce que pensent les ouvriers moyens qui rêvent "aux thunes" et à l'illusion de s'en sortir individuellement. C'est de savoir être à contre-courant sans perdre la confiance des masses, sans naviguer à vue d'une contradiction à l'autre...

Oui, il est difficile de maintenir la double position : "Voilà ce que la CGT pense, la défense de l'emploi, le combat contre les restructurations et le capital, l'illusion des reclassements, l'illusion des sous, la défense de l'intérêt ouvrier et rien d'autre etc", et d'autre côté "vous avez décidé cela, nous CGT pensons que vous vous trompez, mais nous le défendons car nous sommes vos représentants". Mais c'est la seule position qui défend des valeurs, qui combatte le capitalisme, et la démocratie ouvrière de l'autre côté.

Et ces derniers temps, on n'a pas vu beaucoup de propagande contre la fermeture à la CGT (au delà de timides et rapides formules de circonstances), certes à contre-courant, mais pour convaincre (voir leur site, [ICI](#)) !

Le paradoxe du rassemblement



C'était étonnant. D'une côté une banderole de tête "Non à la fermeture de PSA Aulnay", des autocollants plutôt clairs, (voir sur cet article), et de l'autre le discours des ouvriers qui étaient venus là clairement pour discuter des conditions de leur licenciement.

D'un côté des mots d'ordre radicaux : "Hollande menteur", "Varin assassin", "Aucune usine ne doit fermer !" etc. et de l'autre l'attente des modalités de départ.

Certains militants CGT étaient tout à fait conscients de la situation, des contradictions et des positions inquiétantes de leur syndicat, de la fausse division en train de se créer avec SUD (du fait du radicalisme gauchiste des délégués sudistes), et qui va de fait pousser encore plus à rabaisser les revendications aux conditions de départ... On peut dire que c'est la suite logique à avoir privilégié l'alliance avec le SIA.

Dur, dur pour eux. Mais il va falloir lutter sur tous les fronts. Remettre au premier plan la défense de l'emploi sans se couper des masses, tant dans la CGT, qu'avec SUD ou face aux travailleurs excédés et révoltés.

Le résultat de la tripartite et des négociations en cours.

On a une direction de choc, et elle le fait savoir.

Difficilement des représentants non délégués ont été acceptés en réunion, mais au final, il n'en sort qu'une vague liste d'entreprises susceptibles de s'implanter à la place de PSA, dont la plus grosse d'ailleurs, ID Logistics, a la réputation d'être une sale boîte au "moins-disant social", bien connue dans le milieu, ce que dénoncera un délégué de DHL à la tribune. L'engagement de traiter du départ des anciens... ce sera à partir de 60 ans !!! (non, c'est pas une blague !).

Quant aux 130 000 euros demandés pour le départ, même pas en rêve, même pas en débat. Mais bon, cela on pouvait s'en douter, il n'y aura que le rapport de forces pour l'obtenir.

Même le paiement des heures passées en AG d'information est refusé (elles sont comptabilisées en heures de grève) et il va falloir une intervention au plan juridique et légal (inspection du travail) pour tenter de faire plier la direction.

On voit bien en tous les cas que l'abandon de la lutte contre la fermeture vers la lutte pour les reclassements et les thunes va déboucher sur de nouveaux renoncements en termes de CDI

"acceptables" (ID Logistics ? une blanchisserie industrielle ?), que de conditions de transferts à Poissy (on y annonce maintenant 1250 suppressions d'emplois...) ou de montants pour un départ sec.

**La direction veut solder la négociation en quelques semaines**

PSA prétend régler l'affaire en 6 ou 7 réunions, en gros d'ici fin décembre, pour plier l'affaire début 2013. C'est dire qu'il reste peu de temps pour renforcer les rangs ouvriers, surmonter les divisions et clarifier les objectifs.

Peu de temps pour renforcer la mobilisation dans ce contexte, pour faire pression sur la direction et gagner sur l'emploi.

Il n'y a pourtant pas d'autre chemin à suivre !

[Contact](#) [C.G.U.](#)

[Signaler un abus](#) [Articles les plus commentés](#)